



**Rives méditerranéennes**

27 | 2007

**Moyens, supports et usages de l'information  
marchande à l'époque moderne**

---

## Réaction et réactivité du monde des marchands devant le tremblement de terre de Lisbonne

**Michèle Janin-Thivos**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/2013>

DOI : 10.4000/rives.2013

ISBN : 978-2-8218-0052-6

ISSN : 2119-4696

### Éditeur

TELEMME - UMR 6570

### Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2007

Pagination : 51-63

ISSN : 2103-4001

### Référence électronique

Michèle Janin-Thivos, « Réaction et réactivité du monde des marchands devant le tremblement de terre de Lisbonne », *Rives nord-méditerranéennes* [En ligne], 27 | 2007, mis en ligne le 27 juin 2008, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rives/2013> ; DOI : 10.4000/rives.2013

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Tous droits réservés

---

# Réaction et réactivité du monde des marchands devant le tremblement de terre de Lisbonne

Michèle Janin-Thivos

---

- 1 Le tremblement de terre de Lisbonne du premier novembre 1755 a provoqué une brutale interruption des relations entre le Portugal et l'Europe qui a affecté tous les domaines des échanges. Les communautés étrangères installées dans ce port ont été les premiers acteurs de la diffusion de l'information car il s'agissait pour leurs membres de rassurer leurs proches, mais aussi de couper court aux rumeurs et de restaurer la confiance en vue d'une reprise des affaires. Les Anglais et les Allemands ont fourni les premiers témoignages réunis et publiés très peu de temps après le séisme<sup>1</sup>. Le courrier des marchands français n'a pas suscité le même intérêt. Pourtant, leurs correspondants du Portugal ou de Madrid ont participé à la diffusion de l'événement vers la France par des lettres d'une teneur générale<sup>2</sup> accompagnées de « Relations <sup>3</sup> » qui très rapidement proposent une version quasi-officielle du récit de la catastrophe ou par des lettres privées d'un ton différent que le hasard a fait émerger de quelques sources locales<sup>4</sup> ou nationales<sup>5</sup>.
- 2 Destiné à être recopié et diffusé largement, le premier type de document insiste sur le sensationnel : il décrit les étapes de la destruction (le nombre de secousses, le raz-de-marée, l'incendie), en précise la durée (répliques jusqu'au 18 novembre, incendie qui couve pendant quinze jours après les ravages des trois premiers jours), ne donne que quelques éléments concernant les pertes humaines (la mort de personnages comme celle de l'ambassadeur d'Espagne), chiffre globalement les pertes matérielles (« 100 millions de cruzadas, ce qui fait 250 millions de livres ») et souligne l'action secourable du roi. Toutefois, l'auteur espagnol de la seconde lettre citée en référence, se montre plus précis dans son témoignage, s'appuyant sur des exemples qui donnent un aspect plus véridique à une description qui est pourtant de seconde main. Le post-scriptum de sa lettre (« les papiers anglais n'ont aucun crédit sur cette place ») est une mention qui permet de

penser que son auteur est bien lié au monde des affaires et sonne comme un avertissement à son correspondant sur l'état du marché financier.

- 3 Les lettres privées sont adressées à des correspondants d'affaires ou familiaux individualisés, même s'ils ne sont pas toujours identifiés ou identifiables ; les détails sont plus nombreux et le ton largement plus personnel. Certes, elles présentent également une description convenue de la catastrophe et témoignent des émotions, de la compassion que tout être humain ressent devant le désastre. Bilan fidèle, elles doivent rendre compte des difficultés réelles auxquelles le marchand est confronté, mais leurs destinataires doivent y trouver des éléments pour se rassurer sur les possibilités de relèvement du commerce à Lisbonne. Il est frappant de constater que le ton, loin d'être désespéré, manifeste une énergie mobilisatrice des marchands et des autorités portugaises pour s'engager dans ce redressement. Ces lettres révèlent que les marchands, confrontés à l'impensable, sont très vite amenés à analyser les nouvelles conditions politiques et économiques créées par la catastrophe et cherchent à réajuster leurs affaires à ce nouveau contexte.

## L'interruption du courrier régulier

- 4 La première difficulté est toutefois de faire parvenir l'information au reste de l'Europe en raison des difficultés de communication. Les marchands utilisent généralement un circuit de l'information qui passe par le courrier expédié par voie de terre jugée plus sûre. En temps ordinaire, les lettres de Lisbonne sont confiées à la malle, transitent par Badajoz, puis Madrid avant d'atteindre la France et le reste de l'Europe. Mais ce circuit régulier est interrompu le 1<sup>er</sup> novembre et ne se rétablit que difficilement comme en témoigne le négociant espagnol à son correspondant de Paris : « Quoique Madrid ne soit éloigné, Monsieur, de Lisbonne que d'environ 250 lieues, nous n'en avons pas reçu directement de nouvelles depuis douze jours. » En revanche, la nouvelle même de la catastrophe est arrivée dès le 4 par un courrier extraordinaire du roi du Portugal au souverain espagnol. Ce sont donc des courriers diplomatiques et privés qui vont répandre la nouvelle : Abraham Castres, envoyé anglais à Lisbonne adresse une lettre à Londres dès le 6 novembre et précise qu'il la confie à un espagnol qui « a promis d'envoyer ma lettre de Badajoz et de faire en sorte qu'elle soit postée avec sécurité » pour informer le représentant anglais à Madrid, Benjamin Keene, qui transmettra la nouvelle à Londres où la catastrophe est connue dès le 10 novembre.
- 5 Mais la désorganisation des échanges directs est propice aux rumeurs. Dans son premier courrier à Paris, le 11 novembre, l'ambassadeur de France à Lisbonne en donne un exemple : « le bruit est icy que Cadix est absolument renversé. Si ce bruit est véritable, la perte que nous y ferons l'emportera encore sur celle des Anglois icy. La circonstance ne pouvoit être plus terrible ni pour eux ni pour nos pauvres négociants français<sup>6</sup>. » Les nouvelles concernant le Portugal ne sont guère plus sûres : ainsi un libraire français de Lisbonne raconte à sa famille du Monétier : « Quelques jours après cette désolation on vint me dire que par surcroit de malheur que Coimbre avoit été entièrement ruiné par le tremblement. A cette nouvelle, je crus mon frère perdu et je le pleurai comme tel mais je me suis rassuré à son sujet lorsqu'hier on me dit que Coimbre n'avoit point reçu de dommages par le tremblement. Hélas Dieu le veuille si cela est vray<sup>7</sup>. » Le négociant espagnol cité plus haut évoque, lui, le fait qu'un courrier dépêché en retour a sans doute été assassiné en raison des troubles à l'ordre public qui règneraient à Lisbonne. Dans ce contexte, qui est de nature à entretenir la méfiance, on comprend donc la préoccupation

du ministre portugais, Sébastien de Carvalho, futur marquis de Pombal, qui tente de reprendre le contrôle de l'information : la *Gazette de Lisbonne* sort en novembre en mentionnant laconiquement le 6 novembre le « mémorable incendie et tremblement de terre. » Toutefois à partir de la mi-novembre, c'est à partir de comptes-rendus adressés par des correspondants locaux<sup>8</sup>, que les journaux européens retracent l'événement et vont informer le plus objectivement possible les milieux marchands des principales villes commerciales intéressées au commerce de Portugal : le 22 et 25 novembre pour la *Gazette de France*, le 25 novembre pour le *London Evening Post*, *London Gazette*, *Public Avertiser*, le 28 pour le *Supplément de la Gazette de Cologne*, le 29 à Hambourg, etc....

- 6 Par mer, les échanges sont également interrompus. D'une part, les navires au mouillage le jour de la catastrophe ont subi des avaries lors du raz-de-marée qui a accompagné le séisme ; les navires en mer ont été affectés moins durement mais devront attendre pour débarquer leurs marchandises, en raison des difficultés à le faire à cause des débris qui flottent sur le Tage et des quais et magasins ruinés. La traversée du fleuve avec de petites embarcations conduit à des scènes de panique pour tenter de fuir les lieux lors de l'incendie et dans les jours qui suivent. Le gouvernement portugais impose alors un contrôle étroit des déplacements pour éviter ces troubles et empêcher tout pillage et vols dans la ville dévastée ; il réquisitionne les embarcations pour permettre d'assurer le transport des marchandises, de la nourriture en premier lieu. Les marchands anglais tentent de se soustraire à ces obligations car ils disposaient d'un certain nombre de privilèges depuis les traités du XVII<sup>e</sup>, ainsi que celui du passage du « paquebot » effectuant le voyage régulier depuis Falmouth, qui sous couvert de libre transfert de lettres<sup>9</sup> passait des marchandises en contrebande comme par une sorte de « malle diplomatique » avant l'heure. Mais le gouvernement portugais ne délivre que de courtes autorisations pour naviguer et vérifie les équipages et les cargaisons des vaisseaux. La navigation au départ vers l'Angleterre ne reprendra que le 19 novembre pour le rapatriement de nombreuses familles, le bateau suivant partira le 29 novembre. Du côté français, la navigation est compliquée par les effets de la guerre contre l'Angleterre ; l'ambassadeur se révèle incapable de maîtriser les sorties et laisse aux capitaines « la liberté de risquer le tout pour le tout. » Perturbée par la présence de corsaires, la navigation avec la Méditerranée est particulièrement aléatoire. La correspondance des marchands marseillais avec leurs correspondants locaux montre que le retour à la normale dans l'échange de courrier ne s'effectue pas avant la fin décembre 1755- janvier 1756.
- 7 Lorsqu'il se rétablit, les marchands échaudés par cette expérience aménagent parfois leurs correspondances. Les lettres échangées à partir de 1756 entre Ferreira-Wathar<sup>10</sup> de Lisbonne et la maison Roux de Marseille en fournissent un exemple. Elles se présentent sous une forme différente de celles du début de l'année 1755. Désormais, elles sont divisées en deux avec en première partie la copie de la lettre précédente (« du 17 février 1756 ») et à la suite la nouvelle lettre avec la mention : « Nous sommes Messieurs le 23 mars » qui précise aussi la date de la dernière lettre reçue (« la malle de vendredi dernier vient de nous procurer le plaisir flatteur de recevoir la toujours désirée votre du 23 janvier. ») S'agissant d'opérations financières autant que commerciales, Ferreira et Wathar doivent inscrire leurs actions sur la durée, d'où la nécessité de disposer des décisions précédentes des deux parties. Leur courrier, contrastant avec le langage fleuri dans lequel il est rédigé, manifeste leur volonté de s'imposer par leurs compétences professionnelles et de restaurer la confiance en la place de Lisbonne (« vous n'y aurez

jamais de regrets, car sans vanité nous possédons à fond tous les ressorts de la banque la plus délicate, les effets vous en convaincront ») tout en réaffirmant les liens d'intérêts communs entre les deux maisons (« nous n'avons comme vous aucun intérêt dans la faillite de votre place, nous sommes charmés qu'il en soit de même. ») Il est vrai qu'au début de l'année 1756, le poids des désordres engendrés par la ruine de la ville pesait encore lourdement sur les échanges.

## Rebondir après le désastre

- 8 Toutes les lettres esquissent un bilan en comparant généralement la situation française à celle des autres nations, Angleterre en particulier. Sur le plan matériel l'insistance porte sur la dégradation de l'habitat, les problèmes de logement plus que sur les aspects strictement économiques : « les deux tiers de la ville a été réduit en cendres (...) c'est justement là que logeoient tous les négociants tant étrangers que portugais. On ne peut guère supputer la quantité de marchandises qui se sont brûlées mais pour la qualité on peut dire qu'il y en avoit de toute sorte<sup>11</sup>. » Les lettres privées au ton plus personnel évoquent mieux le choc et la désorganisation des premières heures, l'errance, les risques pris à circuler dans le chaos de la ville, puis rapidement les premières mesures de réaction constructive. Le libraire de Monétier témoigne des solutions d'urgence, puis des premiers regroupements en lieu sûr à l'extérieur de la ville : « Depuis le terrible jour susdit premier courant, nous avons vécu et dormi à la campagne à la belle étoile. Ce n'est que depuis quelques jours que nous sommes campés à demy heure de Lisbonne dans le jardin des infants frères légitimes du Roy. Nous avons l'honneur d'être connus d'eux et ils nous ont donné une tante où nous couchons sur un peu de paille. Nous n'avons point de maisons à présent et tous les habitants de cette ville sont dans le même état ; nous travaillons à acheter des planches pour faire une baraque à une lieue de Lisbonne nommée Belem où le Roy tient à présent sa Cour... » Malgré les contrôles et les interdictions, d'autres chercheront à s'installer à la campagne ou dans les villes épargnées : Coimbra et Porto. C'est le cas du négociant Jacques Raton qui transfère sa famille d'abord, et sa société ensuite auprès de son allié Bernard Clamouse à Porto. Cette dispersion des marchands rendra certaines opérations de retour à la normale plus difficiles : J.B.Merindol s'en plaint en ce qui concerne ses débiteurs : « depuis le tremblement chacun a gagné la campagne et il en coute bien de la peine à trouver quelqu'un qu'on cherche<sup>12</sup>. » Toutefois, la vision positive l'emporte nettement sur le découragement malgré le quotidien difficile comme le signale Baschi : « la vie la plus commune est sans comparaison plus chère icy qu'à Paris d'autant plus qu'on y trouve aucune espèce de ressources ni auberge, ni ordinaire. Il faut que chacun mette son petit pot au feu. »
- 9 L'Angleterre est la nation qui a perdu le plus d'hommes : 77 Britanniques, (Irlandais et Ecossais) dont 20 Anglais. Pour les Français, le comte de Baschi signale la difficulté à chiffrer les décès qui s'élèvent à quelques unités : il déclare celui des deux enfants d'un riche négociant (C. Darrot), le frère d'un autre (Riberolle), mais on peut penser que son recensement est très incertain puisqu'il laisse de côté tous les marchands de moindre importance. Le libraire de Monétier ajoute un autre décès : « Dans cette terrible catastrophe tous ceux de la maison ont eu le bonheur de se sauver mais il y a Mr Joseph Reycend layné des deux frères de ce nom et le même qui passa il y a quelques années au pays avec Mr Gendron qui a perdu la vie sous les débris des maisons... » Il en profite pour

rassurer les familles du Briançonnais sur le sort des « pays » : « Sy vous avez occasion de voir Mme Gautier<sup>13</sup> dites-lui que son fils à la vie depuis ce malheur, je n'ay pu le trouver tout le monde est sy dispersé que ce n'est que difficilement qu'on peut se rencontrer ayant avec empressement demandé de ses nouvelles. Un amy m'a dit l'avoir embrassé, il a eu quelques légères blessures à la tête mais ce ne sera rien. L'épouse et le fils unique du négociant chez qui il travaillait sont morts sous les débris de la maison qui a aussy brullé. C'est tout ce que j'en sais peut être, écrira-t-il par le même. » Son témoignage permet de mesurer la différence entre les chiffres officiels avancés par le comte de Baschi et la réalité de la présence des marchands de toutes origines. Tandis que le premier relève, que sur environ 35 maisons françaises, 3 appartiennent à des Briançonnais (Raton, Bertrand et Bonnardel-Dubeux)<sup>14</sup>, le second cite le nom de 10 marchands originaires du Monétier de Briançon qu'il appelle avec respect « ces Messieurs du pays », plus quelques épouses et enfants, sans compter les familles de Coimbra ou Porto, ce qui fait sans doute de ce petit village, la première localité française représentée au Portugal à cette date ! Parmi eux, le sort semble s'être acharné sur les libraires Bertrand qui ont perdu leur magasin mais aussi leurs marchandises arrivées pourtant après le tremblement de terre du 1<sup>er</sup> : « Les frères Bertrand ont aussy tout perdu ; quelle triste arrivée pour Mr Bertrand le cadet et son épouse en arrivance le trois. Ils eurent le triste spectacle de voir bruller leur maison sans avoir rien sauvé quoiqu'elle aye brullé trois jours après la notre. La crainte des tremblements a été cause qu'il n'a pu approcher des maisons ; toute emplette qu'il avoit fait à Paris a été brullé à la douane de cette ville et n'ayant point de retraite en cette dite ville et fut retiré à la campagne avec son épouse et reste de la famille. » Ces libraires se sont trouvés particulièrement vulnérables en raison de la fragilité de leurs marchandises détruites à la fois par l'eau ou le feu ; toutefois leur énergie et surtout cette solidarité de « pays » leur a permis de reprendre leur place rapidement dans ce réseau qui du Monétier à Lisbonne se fournit à Paris au sein des mêmes familles d'éditeurs libraires venus du Briançonnais. Le 22 avril 1756, dans les annonces de la *Gazette de Lisbonne*, figure l'ouvrage « Causas proximas, naturaes e efficientes do terremoto do 17 nov 1755 », vendu par les frères Bertrand dans la maison de Dubeux et Reycend. Ce type d'annonces se multiplie dans les mois suivants sous la seule mention parfois de : « dans la boutique des marchands de livres français », vérifiant ainsi la vitalité retrouvée de ce commerce grâce à la publication d'ouvrages sur le séisme et ses origines ; la publication la plus remarquable restant celle de Antonio Nunes Ribeiro Sanches<sup>15</sup>, publiée par Gendron à Paris en 1756 et vendue dès le mois d'octobre à Lisbonne dans la boutique de son frère désormais confiée à J. Bonnardel. Au-delà de la citation, on peut souligner l'extraordinaire réactivité et adaptabilité de ces libraires, qui ont su, à partir du séisme qui les a ruinés, faire de celui-ci le moyen de leur redressement.

## Restaurer la confiance et le crédit

- 10 Mais pour beaucoup de maisons françaises, la principale difficulté pour reprendre une activité dans ce contexte difficile est déjà d'établir le bilan des pertes subies. Le comte de Baschi leur demande « l'état de leur commerce passé » pour chiffrer les pertes exactes en marchandises, les pertes en fonds et créances en relation avec leur chiffre d'affaires. Les données fournies par une vingtaine de maisons, sur environ 35, lui permettent d'envisager leur restauration et par quels moyens. Certains négociants n'ont même pas pris la peine de remettre un document élaboré sur des bases douteuses. Baschi note, le 13 janvier 1756, « chacun veut avoir été riche, l'un croit exciter la pitié davantage, l'autre seroit en droit

en exagérant ses pertes de demander l'aumône plus insolument. » Même s'il n'existe pas de système d'assurance et de dédommagements en cas de catastrophe naturelle qui pourrait expliquer les fausses déclarations, les affaires des négociants sont loin de se traiter dans la transparence. Une partie non négligeable des marchandises interdites par la pragmatique de 1749 entraient en contrebande, ce qui n'apparaît pas dans les bilans ; la surestimation des pertes déclarées peut correspondre à l'évaluation de cette activité illicite autant que par le souhait d'obtenir une aide extérieure. Baschi précise en effet qu'« il n'est possible que le commerce reprenne de vie que les commerçants ne soient aidés. La façon dont les Anglois entre autres agiront pour leur factorie pourra nous frayer la voie en général. » Très vite, ceux-ci expédient un convoi pour apporter des « provisions et des fonds que Sa Majesté Britannique envoie à ses sujets et à ceux de Sa Majesté Fidélissime », dit-il, mais les Français n'obtiennent pas du gouvernement portugais l'autorisation de secours d'urgence. Les autorités consulaires maintiennent l'idée d'une aide directe à long terme : « Il est difficile de s'en figurer d'autre que celle d'un prêt que le Roy pourra faire ou d'un crédit qu'il pourroit procurer selon le degré de commerce où se trouvoient les différentes maisons » et le compte-rendu précise quelles sont les maisons ruinées disposant d'atouts suffisants pour prétendre à un appui. Sur un total de 23 maisons, certaines sont sans ressources : « Celui-cy (Trinité) et Dubarcq sont les seuls assez misérables pour m'avoir demandé l'armoire du roi » ; d'autres « sont réduits au pain » mais ne semblent pas mériter une aide directe. Pour la plupart, l'aide est demandée sous forme de prêt cautionné comme la maison Duchêne et Chapelain » qui offre caution pour prêt de tirer le double en marchandises de France tous les ans payé l'intérêt à 5 % en cinq ans et le reste en 5 autres années. »

- 11 La première difficulté consiste en l'évaluation d'éléments hétérogènes en raison de la perte des « papiers » justificatifs. Le libraire du Monétier écrit dans sa lettre : « notre maison fut la proie des flammes, la boutique, le magasin enfin toutes nos marchandises qui se montoient en haut prix et tout jusqu'à la moindre de nos chemises a été brûlée sans qu'aucun de nous aye pu rien sauver si ce n'est ce qu'il avoit sur le corps en sortant de la maison (...) En un mot tout a été perdu sans exception. Nous ne faisons pas même compte de nos dettes parce que ceux qui nous doivent sont réduits à la dernière misère depuis le plus grand seigneur de la Cour jusqu'au plus petit peuple. » Les conséquences de la destruction de ces papiers divers touchent aussi le domaine privé : A.T. Curraud devra demander quelques années plus tard des copies de certificats de baptême de ses enfants pour rentrer en France, les registres paroissiaux ayant également brûlés. Pour ces négociants, la perte des documents (livres de compte, traites, créances...) est capitale et peut compromettre la restauration des affaires. J. Raton, pour les retrouver, prend le risque de retourner dans sa maison le deuxième jour de la catastrophe. Parfois, la chance a permis la conservation du coffre au milieu des décombres. Pour Baschi « la plupart ont sauvé leurs caisses mais elles étoient presque vides (...) Vous savez de plus, Monseigneur, que presque tout le bien des négociants établis icy est dans ce qui leur est dû et contre qui poursuivre de pareilles dettes ? Il faudra passer l'éponge sur tout ce qui a précédé la ruine de cette ville... » Une partie des produits vendus consistait en produits de luxe pour la Cour, l'Église et les nobles, ceux dont les pertes ont été les plus grandes et qui ne sont pas solvables ; les Anglais réclameront inlassablement le paiement des dettes au risque d'indisposer les autorités portugaises qui chercheront à réduire leur position commerciale. Ces ventes se font à crédit à des intermédiaires portugais, commissionnaires « mineiros » ou « angolistas » qui approvisionnent non seulement le



Portugal, mais aussi le Brésil et les colonies, d'où la lenteur des retours. La législation portugaise renforce la protection des nationaux, indispensables au commerce vers les colonies par « une loi des faillis » que J. Raton mentionne dans ses mémoires : « L'incendie a consommé non seulement l'approvisionnement de Lisbonne et du pays mais aussi de la flotte du Brésil qui était prête à partir, cette perte fut la ruine de nombreux négociants et les lois sur faillis permirent qu'il n'y ait pas de poursuite pour dettes. » Les négociants étrangers furent donc placés dans une situation difficile : « On trouve souvent des débiteurs insolvable et actuellement il y aura peu de personnes auxquelles se confier » écrit Grenier, le principal négociant de la place, le 12 avril 1756. Il fait sans doute allusion au plus fortuné de ses clients, le roi du Portugal dont il fournit les agrès pour la marine, qui lui doit 240 000 £ivres. Malgré ses pertes élevées – ses magasins de poivre ont brûlé –, grâce au privilège d'un vaisseau de permission vers les Indes, il pourra tout de même rétablir sa situation en un seul voyage de retour. Cas exceptionnel, la plupart des marchands n'ayant pas même la chance de Mérindol qui, analysant sa situation personnelle, se juge relativement privilégié : « Dans ce fâcheux accident je n'ay pas, Grâce à Dieu, été des plus mal traités et je puis même me flatter que peu de négociants ont à présent un capital aussi liquide que le mien. Je travaille personnellement à le réaliser, la plus grande partie de nos débiteurs étant en vie et en état de me payer mais pour cela il faudra rester encore quelques mois. » Comme lui, plusieurs négociants français étaient sur le point de rentrer en France ; ils le feront avec des fonds réduits mais les plus habiles ont sauvé l'essentiel, tandis que d'autres devront attendre pour « se refaire. » Devant l'ampleur des pertes et la difficulté à les combler, certains envisagent des solutions personnelles inédites comme P. Bertrand : « Il faut pourtant qu'elles soient considérables puisqu'il propose à ses créanciers une réduction de 3/4 ; il offre d'extraire de France des marchandises pour le double du prix qui lui sera fait », déclare Baschi.

- 12 La possibilité de redresser sa situation ne repose pas uniquement sur la confiance personnelle acquise par la reconnaissance des qualités de probité, prudence, sagesse, du partenaire ruiné, mais elle dépend de la structure même des réseaux d'affaires. Certaines maisons confrontées au problème des dettes insolvable peuvent recevoir un soutien financier de la part de leurs propres fournisseurs en France, ce qui n'est pas le cas de tous. Baschi présente l'exemple du marchand J.J. Dubacq, un « honnête homme et sage, a tout perdu, ne travaille qu'avec petits manufacturiers incapables d'avance » et explique que le fait d'appartenir à un réseau de ce type ne permet pas d'envisager une reprise des affaires sans appui extérieur. D'autres, mieux insérés dans des réseaux disposant de fonds plus importants, peuvent être efficacement aidés par leurs correspondants : c'est le cas de J.B. Merindol, Marseillais d'origine, travaillant avec la maison Roux qui, comme C. Carrière l'a signalé, joue un rôle d'encadrement, de formation pour ses partenaires. Mais P.H. Roux semble faire des réserves sur la sécurité du marché portugais, obligeant Mérindol à multiplier les précisions pour le rassurer : « L'observation que vous me faites au sujet de la fourniture des galons ne peut provenir que d'un grand zèle pour mes intérêts. Je vous remercie infiniment de l'avis mais soyez persuadés, Messieurs, que si je ne voyois pas une possibilité phisque / car je ne me contenterois pas d'une possibilité morale/ à être payé exactement je n'entreprendrois pas semblable affaire. Il me suffit d'avoir appris à bonne école pour n'en entreprendre que de solides, j'ay toujours été payé ponctuellement jusqu'à présent et je le seray de même de par la suite. On vient de m'en commettre un autre assortiment qui montera au-dessus de 50 livres ; depuis la pragmatique qui fut l'ennuy pour la défense de cette marchandise personne n'en a fait venir que moy ; c'est là mon principal commerce et le plus solide que je puis faire aussy ai-je bien des envieux et



des concurrents il m'en coûte bien du travail et des attentions pour me maintenir auprès des fournisseurs. » Il poursuit dans la lettre suivante en affirmant « mes facultés et mon crédit me mettent à même de le faire seul » et insiste sur le marché potentiel représenté par la fourniture « du galon 4a pour les églises les principales ayant perdu dans l'incendie tous leurs ornements ; outre cela il y a à l'intérieur du royaume le Brésil à fournir. » Il semble donc manifester une confiance absolue dans sa capacité à reconquérir sa place sur le marché portugais et tente de lever les hésitations de son correspondant en insistant sur l'amélioration générale du contexte : « Le commerce commence à se rétablir avec la même confiance c'est-à-dire qu'on vend à crédit comme on faisoit, quoique les Anglois et Hambourgeois qui sont ceux qui font le plus grand commerce et qui ont perdu le plus avoient résolu de ne rien vendre qu'argent comptant, mais le pais est si pauvre, l'argent y est si rare et l'envie qu'ils ont de donner sortie à leurs marchandises est si grande qu'ils se sont déterminés à faire comme auparavant où l'on connoissoit presque pas ce que c'étoit de vendre au comptant. »

- 13 Son courrier traduit peu à peu des préoccupations politiques qui prennent progressivement davantage de poids. « Cependant de la façon dont le gouvernement s'y prend, il paroît qu'on veut se passer absolument de l'étranger pour ces articles et pour les soies brochées et ouvragées (...) mais il vient de sortir une loi qui en défend totalement l'usage dans six mois à compter du jour de la date. Cette loi porte encore la prohibition de bien d'autres articles tous de France de sorte que le commerce de nos marchandises va en diminuant tous les jours dans ce pais. » Partenaire privilégié pour les articles de luxe, la France subit une politique protectionniste et interventionniste du gouvernement portugais, qui profite du vide créé par l'effondrement du commerce au Portugal pour imposer ses propres volontés. Mais les autres nations sont tout aussi visées car les mesures pour vivifier le commerce national avaient débuté dès septembre 1755 avec la création de la Junte de commerce qui structure et contrôle désormais ces activités. Outre la législation portugaise, la dégradation générale du contexte est liée à la poursuite de la guerre entre la France et l'Angleterre : « Nous nous apercevons que les Anglois sont presque aussi gênés dans leur navigation que la France. Il y a des navires neutres qui vont charger à Londres des lainages et autres effets pour ce pais ce que nous n'avions pas vu pendant la guerre. Il paraît même que le travail de leur fabrique diminue par la rareté qu'il y a icy de leur bayette et draps, auparavant la guerre il en venoit chaque année le double de ce qui pouvoit se consommer et à présent on en manque. » Les derniers échanges entre ces deux places de Lisbonne et Marseille, au moment où l'effet de la catastrophe tend à s'estomper, traduisent une montée des préoccupations que la conclusion de Mérindol souligne bien : « Dieu veuille donner un esprit pacifique aux puissances belligérantes afin que nous puissions voir bientôt ranimer le commerce pour pouvoir lier ensemble quelques affaires réciproquement utiles. »

## La réactivité aux mesures d'urgence

- 14 La première perte des négociants est celle de marchandises coulées avec les bateaux, brûlées dans les magasins particuliers ou ceux de la douane. Les infrastructures (quais, magasins) continueront à faire défaut dans les mois suivants comme en témoigne J.B. Mérindol : « D'abord après le tremblement de terre on étoit embarrassé pour loger la marchandise ce qui retardoit beaucoup la décharge des nouvelles mais on travaille depuis quelques temps à faire une douane en boisage qui sera achevée dans un couple de mois au

plus tard qui pourra contenir la charge de plus de 100 (mille) et chaque négociant a un logement assez vaste à présent pour recevoir la sienne. » Le déficit des marchands s'étale donc sur une durée variable et le manque à gagner varie lui aussi suivant le type de marchandises : tandis que le commerce des produits alimentaires reprend immédiatement jusqu'au commerce de détail, le stockage des marchandises du Brésil qui imposait une immobilisation en douane plus longue, se trouve paralysé. Le redressement du commerce – dans un marché marqué par la pénurie et l'urgence à satisfaire les besoins immédiats – pouvait offrir de belles perspectives aux négociants qui doivent obligatoirement se fournir à l'extérieur.

- 15 La première nécessité est de nourrir la population et le gouvernement portugais se montre énergique : les ressources disponibles sont rassemblées en vidant les cales des navires échoués et en recherchant toute la nourriture épargnée dans les magasins particuliers. Le blé ne manquera pas comme l'explique Mérindol « comme les magasins de blé étoient très éloignés de la ville, ils ont été exempts du feu. Nous n'avons pas manqué Grâce à Dieu de cette danrée la récolte dernière ayant été des plus abondantes. » À son correspondant P. H. Roux, sans doute à l'affût d'une bonne affaire, Ferreira-Wathar répond que les produits de première nécessité sont déjà fournis en abondance : « Nous serions Monsieur, gaiement de votre opinion sur le sort des envois pour icy dans ce que une autre conjoncture a abondé tant par les ressorts des Espagnols nos voisins que par ceux d'autres nations plus lointaines. » La réactivité des marchands anglais, hollandais et autres a été immédiate, certains détournant des bateaux en route vers d'autres destinations pour vendre à Lisbonne où ils envisageaient une hausse des prix. Mais les autorités redoutant la spéculation avaient anticipé en fixant un contrôle. Les marchands anglais doivent ainsi vendre leur stock de blé et de nourriture « à prix raisonnable<sup>16</sup> », c'est-à-dire « à des conditions humaines mais sages » sans afficher d'intérêts mercantiles marqués au moment où la solidarité prime. Toutefois, ils pétitionnent rapidement pour réclamer un retour aux conditions du marché les plus avantageuses et dénoncent la politique trop contraignante des autorités portugaises. Le prix des denrées reste en effet fixé au niveau de ceux du mois d'octobre. Les mesures prises sont très dures et sont renforcées dans les mois qui suivent. Mérindol témoigne de son étonnement devant les capacités d'organisation d'un pays qu'il méprise pourtant quelque peu : « La récolte en grains donne de très belles espérances, depuis qu'on le laisse venir de l'intérieur du royaume nous n'avons pas manqué du bled ny d'orge. Comme on a fait venir d'abord après le tremblement plusieurs régiments qui campent aux environs de la ville on a ordonné en même tems d'y apporter les grains nécessaires ce qu'on ne pouvoit faire auparavant parce qu'il étoit défendu de l'extraire des endroits où étoient les troupes. Je n'avois jamais pensé que sans secours de l'étranger ce pais eut assez de grains pour sa subsistance. Mais je vois après par expérience le contraire. Le bled du pays et de Sicile vaut 28 réis à 300 réis depuis près d'un an ou deux. Il n'est pas venu de chargement du dehors et cependant nous avons toujours mangé le pain à fort bon marché. »

- 16 La politique des grains vise donc à maintenir les prix et l'approvisionnement par des mesures de libéralisation des grains étrangers, de suppression des marchés publics : « les grains étrangers ne sont sujets à presque aucune taxe (...) Il n'y a presque point de frais à faire à présent ils sont beaucoup plus modernes parce qu'on est plus obligé de faire vendre au marché comme cy-devant. Là il se faisoit des voleries qui absorboient en partie le bénéfice qu'on pouvoit attendre, à présent la vente de cette danrée est libre et chacun peut la faire ou bon luy semble. » Mais c'est une liberté qui s'accompagne d'une

surveillance très contrôlée dès 1757 : « ce monopole a donné occasion à un arrêt qui oblige tout particulier à aller déclarer à la Chambre de commerce tout ce qu'il y auroit en grain au-dessus de 20 alqueires sous peine de confiscation et donc amende pour la première fois, la deuxième de prison et la troisième de galères pendant six ans. »

- 17 Dans leurs lettres, les marchands informent précisément leurs correspondants sur les prix des différents produits alimentaires et sur l'état de l'offre et la demande : « le roi retire les impôts sur le poisson frais, la morue et sur toutes les provisions. La morue se vend 3600 le quintal, le riz 3400, le beurre 63 réis par livre, nous avons assez de blé, les sucres sont tous brûlés » dit par exemple le marchand anglais J. Fowke qui indique ainsi à son frère les spéculations intéressantes. Quant à Mérindol, il signale : « Le riz commence à manquer il est à présent à 3600 à 4000 réis lequel composé de 4 arrobes<sup>17</sup> qui font poids de chez vous 146 livres-poids. S'il tente encore un mois d'en venir il pourra bien monter à 4800. » Globalement, le ravitaillement est très rapidement assuré, n'est pas une source de spéculation rentable dans les mois qui suivent, contrairement à d'autres produits comme le remarque Ferreira-Wathar : « Nous ajoutons à ses chefs que les espèces de marchandises (hormis les comestibles) continuent à faire faute à cette capitale, celles pour vêtements et réédification des édifices y sont les plus précises. » Il s'agit donc de satisfaire la demande de matériaux de construction qui font cruellement défaut : le bois indispensable aux habitations de fortune – les baraques qui prolifèrent dans toute la ville –, le fer et la quincaillerie. Les marchands capables de réadapter leurs activités pour fournir la demande sont assurés de beaux bénéfices. Mais là encore la concurrence est rude et les pays du nord ont pris l'avantage. Ferreira-Wathar attire l'attention des Roux sur ces possibilités commerciales et leur fait la proposition de s'orienter vers la fourniture des matériaux nécessaires à la reconstruction : « mais il n'est pas moins vrai que d'autres articles également précieux continuent d'être nécessaires à cette capitale et de ce nombre sont le fer, les clouteries et toutes espèces de boiseries, planches. Voici un compte d'une vente et de son retour réel à nos amis de Danzig de 15 mille planches de vybourg qui plus que tout discours vous fera connaître combien il importe à s'y appliquer aussi nous en reparlerons. Les envois et pas sans raison parce que tous ces articles se soutiendront en prix jusqu'à ce que tous les édifices ruinés soient entièrement rétablis si à l'imitation des mêmes amis et d'autres qui ont donné légalement dans le fer et clouteries actuellement en route à notre adresse vous êtes aussi d'humeur d'y prendre parti, il ne vous restera aucun regret jusqu'à la détermination et vous avouerez que nos avis n'ont en but que votre avantage. »
- 18 La réactivité des négociants aux conditions du marché créées par la catastrophe est en partie contrecarrée par la législation portugaise qui tend à contrôler les prix et la régularité de l'approvisionnement. Les spéculations fortement rémunératrices semblent limitées, surtout dans le temps, car le séisme permet de réactiver toute une législation de prohibition pour des produits jugés inutiles ou trop coûteux (pragmatique de 1749) qu'on renforce – toiles de Saint Quentin, draps dits de Hollande etc.... Le premier ministre renoue avec la politique économique d'intervention de l'état qui incite au développement des manufactures nationales pour limiter les importations et favorise les maisons portugaises. L'amélioration de la formation des marchands – création de l'École de commerce – leur permet de disposer d'atouts nouveaux. Désormais ils seront davantage des partenaires associés aux négociants français, ce qui limite d'autant leurs possibilités d'ouverture sur le marché portugais.

## Conclusion

- 19 L'information donnée par les marchands de Lisbonne en direction des villes commerçantes d'Europe a été diversement ressentie. Si Londres et son commerce se trouvent très affectés par le poids humain du désastre, par les liens privilégiés établis entre le Portugal et l'Angleterre, par les effets économiques et financiers, les réactions en France sont beaucoup plus modérées. On fait du séisme davantage un objet de débat et de réflexion intellectuelle et philosophique qu'une occasion de réactiver les liens – y compris commerciaux – entre les deux pays. À Marseille, les lettres conservées laissent supposer que P.H. Roux a réagi assez rapidement en expédiant un courrier auquel répond son partenaire. La nécessité de lever le doute sur la situation matérielle de son correspondant explique aisément ses préoccupations, ainsi que l'inquiétude sur le devenir des marchandises reçues ou expédiées avant la catastrophe. Il ne s'agit que de rétablir des relations commerciales régulières. Lorsque les liens sont plus étroits – le frère de Mérindol est à Marseille en contact direct avec les Roux –, l'information donnée cesse d'être purement commerciale mais porte sur des renseignements concernant la famille, la politique et l'avenir ; le récit de la catastrophe peut alors tenir plus de place.
- 20 Ange Goudar examinant avec pertinence les conséquences économiques du séisme note au préalable la médiocre qualité des récits faits sur la catastrophe : « Dans pareil cas l'imagination n'a rien à faire, le travail n'est que pour la plume, le malheur est que dans ces relations pittoresques on sacrifie toujours le principal à l'accessoire. Pour moi j'ai réduit cet événement à l'événement même. » En revanche, le courrier professionnel des marchands ne recherche pas les effets : « l'accident », « ce funeste événement », ou plus simplement encore « le tremblement », est évoqué comme une évidence, une calamité comme peut l'être la tempête, de laquelle on se remet, et sur laquelle on ne s'apitoie pas. De même, la description personnelle des faits et des émotions ressenties ne fait pas obligatoirement partie des informations données. La retenue est peut-être due à la pudeur, aux codes de la correspondance commerciale ou répond à d'autres objectifs. Ainsi, Ferreira-Wathar s'adressant à P.H. Roux s'en tient à des formules générales qui lui permettent de rester dans le vague sur la réalité de sa situation financière. Ici, c'est donc le manque d'information sur sa situation personnelle qui assure sa crédibilité. Mais d'une manière générale, l'information nécessaire aux marchands pour la reprise des affaires doit être précise : prix des denrées, spéculations possibles, garanties apportées. Elle ne prend son sens que dans un contexte plus large qui comprend aussi bien l'état d'esprit général, la législation mise en place, l'attitude des autorités, bref une dimension politico-économique qui pèse lourdement après le séisme et conditionne directement ses effets. Enfin, la lettre privée du libraire du Briançonnais n'informe pas sur les aspects strictement commerciaux ; elle donne en revanche du relief à toutes ces informations par l'irruption de l'événement brut, dans ses aspects intolérables et sa brutalité quotidienne. Mais elle porte aussi sur une autre réalité, celle de ces réseaux marchands discrets parce que familiaux, masqués par le succès apparent de quelques maisons, que le séisme fait apparaître au grand jour puisque désormais, J. Raton devient le principal négociant français de la ville, aux côtés de nombre de « pays » dont les maisons seront parmi les plus prospères de Lisbonne.

## NOTES

1. *Hannoversches Magazin*, aug 1779 ; pour l'Angleterre Hannover *The Lisbon earthquake of 1755*, Noze J., London, the BHS of P., 1990, recueil de nombreuses lettres éditées par la société d'étude du Portugal. Voir l'étude de H.J.Lusebrink, « Le tremblement de terre de Lisbonne dans les périodiques français et allemands du XVIIIe siècle », *Gazettes et information politique sous l'Ancien Régime*, St Etienne, PUSE, 1999, p303-310.
2. Auteurs anonymes : *Lettre d'un marchand de Lisbonne à son correspondant de Paris* (BNF, 4 OY29) du 11 novembre 1755 ou *Lettre d'un négociant espagnol à son correspondant en France* du 15 novembre 1755 (BNF, 4OC750).
3. Anonyme, *Relation abrégée du tremblement de terre et de l'incendie arrivés à Lisbonne* le 1er Novembre 1755 (manuscrite, BNF et AM Monétier) ou celle d'Ange Goudar, *Relation historique du tremblement de terre survenu à Lisbonne*, imprimée en 1756 à la suite de son bilan de 1752 sur la situation portugaise.
4. ACCIM, (Archives de la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille, fonds Roux), Archives municipales de Monétier.
5. CARAN, Nantes et Paris.
6. Lettre du comte de Baschi le 11 novembre 1755, Correspondance consulaire, CARAN Paris, Volume 682, tome 40, 1756-1762.
7. Anonyme, « à Paillava près de Lisbonne », lettre adressée à son épouse le 11 novembre 1755 : (II, 21, Archives Municipales du Monétier). Son auteur peut être Claude Dubeux ou Michel Colomb ; tous les deux ayant un frère à Coimbra et une épouse du Monétier.
8. Miguel Tiberio Pedegache Brandao Ivo, fils du commerçant français Pierre Baptiste Pedegache, est l'auteur d'un texte largement diffusé.
9. Le gouvernement portugais ne devait pas ouvrir les lettres des négociants anglais, ce qui permettait d'exporter des monnaies en contrebande.
10. Ferreira et Wathar, le 23 mars 1756, fonds Roux, ACCIM, LIX 1000.
11. Mérindol, le 3/2/1756, idem.
12. Ibid.
13. François Gautier est associé à la maison Raton et Bellon de Porto en 1743.
14. « 35 maisons ont des fonds de près de 3 millions de notre monnoye dont ils n'ont apporté que la 20e partie. J'avoue que tous ces fonds a beaucoup près ne rentreront pas dans le royaume », CC Caran, idem.
15. « Tratado da conservação da saude dos povos ... » qui comprend en appendice « Consideraçoins sobre terremotos... »
16. Lettre du 20/11/1755.
17. 1 arrobe = environ 28,7 livres-poids de table (à Marseille 1 livre-poids de table = 388,5 gr, soit 1 arrobe = environ 11,1 kg)

## INDEX

**Mots-clés** : commerce, histoire, mer, risque

**Index chronologique** : Époque moderne

**Index géographique** : Europe méridionale, Méditerranée

## AUTEUR

### **MICHÈLE JANIN-THIVOS**

Michèle Janinn-Thivos enseigne l'histoire moderne à l'Université de Provence et mène ses recherches à l'UMR Telemme sur le Portugal (sociétés, mentalités, cultures) aux XVII-XVIIIe siècles et sur l'Inquisition.